

L'économie maritime française en croissance depuis 2013

D'après le dernier rapport « Données économiques maritimes françaises 2021 » publié par l'Ifremer, les activités maritimes représentent 525 000 emplois et une valeur ajoutée de 43,3 milliards d'euros à l'échelle nationale, des chiffres qui sont en hausse par rapport à ceux de la précédente évaluation de 2016. Les activités maritimes pèsent ainsi environ 1,5 % du produit intérieur brut et emploient 1,7 % de la population active. Leur poids en France est comparable à celui d'autres pays, comme l'Allemagne et les États-Unis.






Parmi les activités maritimes en France, le tourisme littoral est le secteur prépondérant par la valeur ajoutée et l'emploi.
© Ifremer, O. Dugornay

Contact presse

Julie Danet /
Alexis Mareschi
06 07 84 37 97 /
06 15 73 95 29
presse@ifremer.fr

www.ifremer.fr

 Ifremer_fr
 ifremer.fr
 ifremer_officiel

Publié périodiquement par l'Ifremer depuis 1997, le rapport « Données économiques maritimes françaises » a été actualisé pour la dernière fois en 2016 sur la base de données de 2013. Cette nouvelle édition s'appuie sur les mêmes données annuelles (chiffre d'affaires, valeur ajoutée, emplois, nombres d'entreprises, exportations, budgets publics, effectifs et coûts des personnels...) et cela jusqu'en 2019.

"Ce travail original mené par les économistes maritimes de l’Ifremer évalue le poids des activités maritimes françaises, leur rôle dans l’économie nationale, leur place dans la concurrence internationale. Ces informations mettent en lumière les évolutions du monde maritime et évaluent la « valeur » que notre société retire de l’océan, ce bien commun qui nous offre par ailleurs des services écosystémiques qui mériteraient eux aussi d’être pris en compte", contextualise **François Houllier, Président directeur général de l’Ifremer**.

Cette nouvelle évaluation atteste d’une croissance globale de l’économie maritime française sur la période allant de 2013 à 2019 avec une hausse de près de 22 % pour la valeur ajoutée (43,3 milliards d’euros contre 35,6 milliards d’euros) et de 14 % pour l’emploi (525 000 emplois contre 460 500 emplois).

« Il faut néanmoins savoir que la comparaison interannuelle de ces données requiert beaucoup de prudence en raison des méthodes employées par nos sources statistiques, notamment pour le tourisme littoral », souligne **Régis Kalaydjian, économiste à l’Ifremer** précisant qu’une analyse de la croissance par secteur est proposée dans le corps du rapport.

LE TOURISME EN TÊTE AVEC 2/3 DES EMPLOIS DE L’ÉCONOMIE MARITIME FRANÇAISE




Le tourisme littoral conserve sa place de premier secteur maritime français et représente, à lui seul, plus de la moitié de la valeur ajoutée maritime et les deux tiers des emplois maritimes. Ensuite, viennent les secteurs des « produits de la mer » (pêche, aquaculture, commerce et transformation des produits), de la « construction navale » (chantiers de construction et de réparation, construction nautique), du « transport maritime et fluvial » (ports et marine marchande) représentant chacun 6 à 7 % du secteur maritime total, en valeur ajoutée et en emplois. Le secteur public non marchand, qui traduit l’effort de l’Etat dans le domaine maritime (marine nationale, intervention de l’Etat en mer, protection de l’environnement, recherche scientifique) représente quant à lui 8 à 9 % du secteur maritime total.

L’IMPACT DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

« Globalement, notre travail de synthèse montre que les activités maritimes françaises sont exportatrices et sensibles à la conjoncture internationale, constate **Régis Kalaydjian**. L’exemple du secteur de la construction nautique en témoigne : l’activité a retrouvé en 2019, un chiffre d’affaires équivalent à celui d’avant la crise économique de 2008, mais le nombre d’emplois est resté néanmoins inférieur. Le prochain rapport devrait permettre de voir si la part des énergies marines renouvelables, aujourd’hui mineure, sera devenue plus significative, à la faveur des politiques publiques sur le changement climatique. Nous pourrions également évaluer les impacts, sur l’économie maritime, de la crise Covid qui a fortement affecté l’activité en France et dans le monde pendant de nombreux mois ».

Contact presse
Julie Danet /
Alexis Mareschi
06 07 84 37 97 /
06 15 73 95 29
presse@ifremer.fr

www.ifremer.fr

 Ifremer_fr
 ifremer.fr
 ifremer_officiel

Kalaydjian Régis, Bas Adeline (2022). Données économiques maritimes françaises 2021 / French Maritime Economic Data 2021. CONSULTEZ LE RAPPORT